



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Incendies en Australie

Question au Gouvernement n° 2557

Texte de la question

INCENDIES EN AUSTRALIE

M. le président. La parole est à M. Emmanuel Maquet.

M. Emmanuel Maquet. Madame la ministre de la transition écologique et solidaire, les incendies qui ravagent l'Australie sont les pires de son histoire, avec 8,4 millions d'hectares de brousse déjà partis en fumée et vingt-quatre victimes à déplorer.

En tant qu'élu de la Somme, je suis particulièrement attaché au devoir de solidarité qui nous lie à l'Australie depuis la première guerre mondiale. Je crois exprimer le sentiment de l'ensemble de la représentation nationale en adressant aux familles des victimes ainsi qu'à tout le peuple australien nos sincères condoléances. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR, sur plusieurs bancs des groupes UDI-Agir et LT ainsi que sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

C'est une catastrophe écologique mondiale liée au réchauffement climatique, comme en Amazonie l'an dernier et en Californie l'année précédente. Si nous ne voulons pas que la série noire continue, nous devons nous concentrer sur la réduction de nos émissions de CO2.

Dans ce chantier urgent, que fait la France ? Le mois dernier, vous avez dévoilé de nouvelles mesures pour développer l'énergie éolienne. Pourtant, l'électricité française est déjà décarbonée grâce au nucléaire. Substituer des éoliennes au nucléaire, c'est remplacer une énergie verte par une autre énergie verte. Cela n'a aucun effet sur le climat !

Nos premières sources d'énergie sont encore malheureusement le gaz et les produits pétroliers, toujours utilisés massivement dans le chauffage et le transport, l'électricité arrivant loin derrière.

Comment expliquer dès lors que l'énergie éolienne attire les dizaines de milliards d'euros d'argent public, tandis que la rénovation énergétique des bâtiments, infiniment plus stratégique pour réduire nos émissions, n'a droit qu'à 400 millions d'euros ?

Madame la ministre, vous réduisez le pouvoir d'achat des Français pour acheter aux consortiums étrangers des turbines qui insupportent de plus en plus les Français, ne sont pas recyclables, produisent une électricité plus chère et, surtout, n'ont aucun effet sur le climat.

La situation en Australie nous interpelle : l'urgence, c'est de réduire le CO2, pas le nucléaire. Allez-vous enfin rediriger ces milliards vers les secteurs vraiment émetteurs de CO2 ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – MM. Meyer Habib et Nicolas Dupont-Aignan, ainsi que Mme Agnès Thill, applaudissent)*

également.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la transition écologique et solidaire.

Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire. Vous avez raison, les incendies en cours en Australie constituent une crise d'une ampleur sans précédent, qui devrait malheureusement durer plusieurs semaines encore. C'est une catastrophe à la fois pour les populations, notamment en raison des pertes humaines, et pour la biodiversité. Ces incendies sont la preuve que le dérèglement climatique est une menace pour notre planète et pour l'humanité.

Face à des catastrophes de cette ampleur, nous devons tous être solidaires. Tel est le sens de l'aide que le Président de la République a proposée au Premier ministre australien, qui l'a acceptée.

Évidemment, nous devons aussi agir pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. C'est ce que nous faisons. Nous mettrons en consultation, avant la fin du mois, la programmation pluriannuelle de l'énergie et la stratégie nationale bas carbone, qui fixent une feuille de route, dans tous les secteurs – l'énergie, le bâtiment, les transports, l'industrie, l'agriculture –, afin de réduire au plus vite nos émissions de gaz à effet de serre et d'atteindre la neutralité carbone, comme nous nous y sommes engagés.

Nous consacrons effectivement des dizaines de milliards d'euros au développement des énergies renouvelables et décarbonées, mais aussi 3,5 milliards par an à la rénovation énergétique.

Vous le voyez, nous sommes sur le pont. Nous le sommes au niveau national, au travers de la programmation pluriannuelle de l'énergie. Nous le sommes également à l'échelle européenne pour défendre la neutralité carbone, et le serons tout au long de l'année 2020, à l'occasion de rendez-vous majeurs, la COP26 sur le climat et la COP15 sur la biodiversité, qui se tiendra en Chine. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Emmanuel Maquet](#)

Circonscription : Somme (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2557

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Transition écologique et solidaire

Ministère attributaire : Transition écologique et solidaire

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 janvier 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [8 janvier 2020](#)